

Les inégalités de politisation des étudiants

Sébastien Michon

► **To cite this version:**

Sébastien Michon. Les inégalités de politisation des étudiants. Idées, la revue des sciences économiques et sociales, CNDP, 2005, pp.27-35. halshs-00311113

HAL Id: halshs-00311113

<https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-00311113>

Submitted on 12 Aug 2008

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Les inégalités de politisation des étudiants

Sébastien Michon, doctorant en sociologie à l'Université Marc Bloch de Strasbourg (67)

Une enquête par questionnaire auprès d'étudiants permet de revenir sur l'explication de la distance sociale à la politique. Les inégalités de politisation des étudiants sont certes explicables par leur position sociale. Cependant, le poids des matrices familiales et disciplinaires invite à ne pas négliger leurs expériences sociales.

L'inégale répartition de la politisation est un constat déjà ancien de la sociologie politique. La propension à s'intéresser au fonctionnement du champ politique, à participer à la politique ou à exprimer une opinion n'est pas distribuée au hasard de la population, et reflète assez largement la stratification sociale des sociétés¹. Pour D. Gaxie, dans *Le cens caché*, la politisation varie en fonction du niveau de compétence politique, c'est-à-dire de la capacité à opérer une construction proprement politique du champ politique et à donner un sens aux événements en son sein². Ceux qui ne maîtrisent pas les schèmes politiques de classification et d'évaluation du monde politique se réfugient dans l'indifférence. Ainsi, même si tous les citoyens sont égaux devant le droit de vote, seuls quelques-uns sont compétents en matière de politique, d'où l'expression de « cens caché ». Finalement plus qu'une égalité devant le vote, D. Gaxie relève des inégalités liées au niveau culturel et au milieu social d'origine. Ce modèle explicatif, inspiré par la sociologie de P. Bourdieu³, est depuis quelques années nuancé par d'autres travaux valorisant l'effet des socialisations secondaires et des expériences sociales sur le rapport à la politique. Effectivement, la socialisation, « jamais totale ni terminée⁴ », ne s'arrête pas avec le passage à l'âge adulte⁵. Les réseaux sociaux (familiaux, professionnels, amicaux, culturels, communautaires, confessionnels, associatifs, syndicaux, etc.) et les aspects conjoncturels (situations de crise, de guerre, de mobilisation, etc.) sont susceptibles d'influencer les attitudes et les comportements politiques⁶. L'intérêt porté à la population étudiante permet de revenir sur l'inégale distribution de la politisation tout en s'interrogeant sur d'autres facteurs que la position sociale. Les étudiants sont situés dans un entre-deux social, c'est-à-dire entre la position sociale de leurs parents et leur future position qu'ils construisent en acquérant des diplômes. En ce sens, cette population permet plus précisément de questionner, en dehors de la trajectoire sociale, deux agents de socialisation politique : la famille représente tout d'abord une part des socialisations primaires encore présentes pour des étudiants qui viennent de quitter le domicile parental ou qui s'apprentent à le quitter ; la filière d'études ensuite, davantage liée à leurs socialisations secondaires, renvoie à un élément constitutif de leur identité⁷. Selon B. Lahire, le type d'études au sein de l'enseignement supérieur est même comparable à la catégorie socioprofessionnelle dans l'espace social global⁸. Néanmoins, force est de constater que peu de travaux sont consacrés à ces deux vecteurs de socialisation politique possibles au niveau des étudiants : le poids de la famille a plus été évoqué au niveau des

¹ Pour des résultats d'enquête assez récents, voir Boy (Daniel) et Mayer (Nonna), *L'électeur à ses raisons*, Paris, Presses de Sciences Po, 1997.

² Gaxie (Daniel), *Le cens caché*, Paris, Seuil, 1978.

³ Voir en ce sens, Bourdieu (Pierre), « Questions de politique », *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, n°16, 1977.

⁴ Berger (Peter), Luckmann (Thomas), *La construction sociale de la réalité*, Paris, Méridiens Klincksieck, 1986.

⁵ Percheron (Annick), « La socialisation politique » in Grawitz (Madeleine) et Leca (Jean), *Traité de science politique*, Tome 3, Paris, PUF, 1985.

⁶ Gaxie (Daniel), « Appréhender le politique à l'aune des expériences sociales », *Revue Française de Science Politique*, vol 52, n°2-3, avril-juin 2002 ; Ihl (Olivier), « Socialisation et événements politiques », *Revue Française de Science Politique*, vol 52, n°2-3, avril-juin 2002 ; Joignant (Alfredo), « La socialisation politique : stratégies d'analyse, enjeux théoriques et nouveaux agendas de recherche », *Revue Française de Science Politique*, vol 47, n°5, octobre 1997.

⁷ Galland (Olivier) (dir.), *Le monde des étudiants*, Paris, PUF, 1995.

⁸ Lahire (Bernard), « Formes de la lecture étudiante et catégories scolaires de l'entendement lectoral », *Sociétés Contemporaines*, n°48, 2002.

enfants que des étudiants⁹, quant à celui de la filière d'études, il n'a pas en tant que tel fait l'objet d'enquêtes approfondies.

Outre la confirmation du poids de la trajectoire sociale sur le rapport à la politique, l'enquête effectuée invite à ne pas s'en contenter auprès des étudiants, et de fait, à considérer effectivement d'autres agents de socialisation politique, comme la famille et la filière d'études. Cette contribution se base sur une enquête par questionnaire effectuée en 2002 auprès d'un échantillon de 801 étudiants issus de treize filières de l'enseignement supérieur présentes dans l'agglomération strasbourgeoise : biologie, droit, histoire, mathématiques-informatique, pharmacie, sciences économiques, sociologie, STAPS, IEP (Institut d'études politiques), IUT information-communication, IUT génie civil, une école d'ingénieur et une école de commerce. Les pratiques de participation politique des étudiants et de leurs parents – le suivi de l'actualité et des débats politiques, l'expression d'opinions politiques, l'adhésion à une association à caractère politique, à un syndicat ou un parti, etc.¹⁰ –, des éléments de position sociale – professions et diplômes des parents, dotation d'une bourse, etc. –, et la filière d'études forment les principaux indicateurs du questionnaire. Les données recueillies sont ici traitées par trois techniques statistiques (test du khi-deux d'indépendance, analyse factorielle des correspondances et classification hiérarchique ascendante).

Après avoir évoqué l'influence de la trajectoire sociale sur la politisation des étudiants, il s'agira de souligner le poids de la famille et de la filière d'études. Une analyse factorielle et une classification hiérarchique ascendante ont ensuite pour objectif de résumer les résultats de manière globale.

[L'influence des trajectoires sociales sur la politisation des étudiants

La vérification de l'influence du système de positions et des trajectoires sociales sur le rapport à la politique des étudiants s'effectue ici par l'étude des variations suivant les propriétés économiques et culturelles, puis les catégories socioprofessionnelles.

La participation politique des étudiants est tout d'abord la plus élevée pour les plus dotés en « capital économique », mesurable ici par les revenus de leurs parents. Ainsi, les croisements de variables significatifs au seuil de 5% avec le test d'indépendance du khi-deux permettent de relever des différences probantes. 52% des étudiants déclarant des revenus paternels mensuels supérieurs à 4 573€ (30 000F) sont assez ou beaucoup intéressés par la politique contre seulement 28% pour des revenus entre 915€ (6 000€) et 1 524€ (10 000F). 5% de ceux avec des revenus paternels supérieurs à 4 573€ consultent *Le Monde* contre 31% pour la tranche située entre 915€ et 1 524€. Avec des revenus maternels élevés, les écarts sont accentués. Par exemple parmi les étudiants dont la mère dispose de revenus mensuels supérieurs à 3 049€ (20 000F), 62% s'estiment assez ou beaucoup intéressés par la politique contre 30% pour une rémunération inférieure à 1 524€ (10 000F). Inversement, les étudiants avec les parents aux revenus les plus faibles au sein de l'échantillon font état d'un faible intérêt pour la politique. Plus de 40% de ceux dont les parents ont des revenus inférieurs à 915€ et à 1 524€ s'affirment peu ou pas du tout intéressés par la politique. Ce faisant, aux plus hauts revenus déclarés des parents correspond généralement la participation politique des étudiants la plus élevée – et inversement. Cependant, des étudiants issus de catégories de l'espace social peu dotées économiquement peuvent s'intéresser davantage à la politique que les étudiants les plus favorisés économiquement, puis d'autres nuances sont observables par rapport à l'échelle de participation politique adoptée. Ainsi, la moitié des syndicalistes – considérés comme très participatifs – sont plus fréquemment boursiers, et donc faiblement dotés en capital économique. Puis, c'est pour les étudiants dont le père présente des revenus compris entre 1 524€ (10 000F) et 2 288€ (15 000F) que le sentiment de compétence politique et la lecture de la presse abordant les questions politiques sont les plus faibles. Plus que les seules propriétés économiques, le « capital culturel » paraît davantage clivant.

⁹ Percheron (Annick), *L'univers politique des enfants*, Paris, A. Colin, 1974.

¹⁰ Sur la définition de la participation politique, voir Braud (Philippe), *Sociologie politique*, Paris, LGDJ, 1996 ; Memmi (Dominique), « L'engagement politique », in Grawitz (Madeleine), Leca (Jean), *Traité de science politique*, Tome 3, Paris, PUF, 1985.

Tableau 1 : Intérêt pour la politique de l'étudiant selon les revenus mensuels du père

Revenus mensuels du père	Etre assez ou beaucoup intéressé par la politique pour l'étudiant
Non-réponse	30%
< 915€ (6 000F)	36%
915€ à 1 524€ (6 000F à 10 000F)	28%
1 524€ à 3 049€ (10 000F à 20 000F)	31%
3049€ à 4573€ (20 000F à 30 000F)	45%
> 4573€ (30 000F)	52%

Lire : parmi les étudiants dont le père a des revenus supérieurs à 4 573€, 52% sont assez ou beaucoup intéressés par la politique

L'appréhension du lien entre la participation politique des étudiants et leur capital culturel s'effectue ici par les propriétés scolaires de leurs parents et grands-parents. Ici aussi, le rapport à la politique des étudiants est fortement lié au niveau de diplôme de leurs parents et grands-parents. Plus les diplômes de ces derniers sont élevés, plus les étudiants ont de chances de s'estimer politiquement compétents, suivre l'actualité, lire *Le Monde*, etc. – toujours au moyen du test du khi-deux significatif au seuil de 5%. Ainsi, parmi les étudiants dont le père dispose d'un diplôme d'au moins cinq années supérieures au bac, 44% se déclarent assez ou beaucoup intéressés par la politique et 45% consultent *Le Monde* contre respectivement 32% et 29% pour ceux dont le père a au mieux un CAP/BEP. De même, parmi les étudiants dont la mère a un diplôme supérieur à bac+5, 42% passent rarement ou jamais une journée sans suivre l'actualité politique et 69% parcourent fréquemment *Le Monde* contre respectivement 28% et 27% de ceux avec une mère dotée d'un CAP/BEP. Entre le niveau de diplôme des parents et la politisation des étudiants, il ne s'agit pas seulement d'une opposition mais d'une corrélation. 52% des étudiants dont la mère dispose d'un diplôme au moins égal à bac+5 sont assez ou beaucoup intéressés contre 44% avec un diplôme à bac+3 ou bac+4, 39% avec un diplôme équivalent à bac+2, et 26% avec au maximum le bac. La distribution des comportements politiques des étudiants est statistiquement dépendante des propriétés culturelles non seulement de leurs parents mais aussi de leurs grands-parents. Les étudiants avec au moins un grand-père doté d'un diplôme supérieur ou égal au bac suivent et s'intéressent davantage à la politique, lisent plus fréquemment un quotidien, et parcourent plus souvent *Le Monde* et les magazines politiques que les autres. Le capital culturel hérité présente donc un effet certain sur la politisation des étudiants. Il convient à présent d'inscrire la distribution de leurs comportements politiques suivant le positionnement dans l'espace social de leurs parents.

Tableau 2 : Lecture du *Monde* par les étudiants selon le diplôme le plus élevé de leur père

Diplôme du père	Lecture du <i>Monde</i> par l'étudiant
Non-réponse	28%
Sans diplôme	29%
CAP/BEP, BEPC	35%
Bac	30%
Bac+2	37%
Bac+3 ou Bac+4	37%
≥ Bac+5	45%

Lire : 29% des étudiants dont le père n'a pas de diplôme cite *Le Monde*

Les croisements entre les indicateurs de participation politique des étudiants et les catégories socioprofessionnelles de leurs parents et grands-parents attestent de variations significatives. Les étudiants avec un père ouvrier présentent l'intérêt pour la politique et le sentiment de compétence politique les moins élevés. 48% d'entre eux se déclarent peu ou pas du tout intéressés par la politique contre 21% pour les enfants de cadres supérieurs de la fonction publique. 57% estiment peu ou pas du tout connaître les questions politiques se situant à proximité des fils et filles d'employés (52%) et de techniciens (48%), mais assez nettement éloignés de ceux de cadres supérieurs de la fonction publique (31%). Au contraire, les étudiants avec au moins un de leurs parents cadre supérieur s'avèrent les plus intéressés par la politique et les plus participatifs. 53% des

étudiants classant leur père comme cadre supérieur de la fonction publique déclarent s'intéresser assez ou beaucoup à la politique contre 30% des fils et filles de techniciens, et seulement 23% d'ouvriers. Effectivement, ils parcourent fréquemment *Le Monde* et sont les plus nombreux à suivre fréquemment l'actualité politique. Leur intérêt pour la politique correspond également à des modes de participation plus actifs comme le fait d'assister à des meetings politiques ou adhérer à des associations culturelles, politiques ou environnementales. Les écarts se perçoivent tant au niveau du père que de la mère. Par exemple, en suivant le moins l'actualité politique tant au niveau des médias que de la presse écrite, les étudiants avec une mère employée ou ouvrière s'opposent à ceux dont la mère occupe une profession de cadre supérieur qui eux s'avèrent par exemple les plus nombreux à consulter *Le Monde* (59% pour les cadres supérieurs contre 26% pour les employées).

Tableau 3 : Intérêt pour la politique des étudiants selon la profession de leur père

Profession	Etudiant assez ou beaucoup intéressé par la politique
Artisan/commerçant	34%
Profession libérale	34%
Cadre supérieur fonction publique	53%
Cadre supérieur privé	38%
Profession intermédiaire public	37%
Profession intermédiaire privé	39%
Technicien	30%
Employé	36%
Ouvrier	23%
Sans	31%

Lire : 34% des étudiants avec un père artisan/commerçant sont assez ou beaucoup intéressés par la politique

Confirmant le rôle de la « trajectoire sociale », l'étude des professions des grands-parents témoigne d'un intérêt et d'une participation politique corrélés à l'ancienneté d'appartenance aux catégories sociales supérieures, celle-ci accentuant les oppositions. En effet, les petits enfants de cadres supérieurs apparaissent globalement les plus participatifs, en affirmant à 52% s'intéresser assez ou beaucoup à la politique (contre 37% pour ceux d'ouvriers et 34% pour ceux d'agriculteurs), en consultant très régulièrement un quotidien à 50% (contre 34% pour les ouvriers, 33% pour les employés, et 29% pour les agriculteurs), et en citant *Le Monde* à 59% (contre 34% pour les ouvriers et 25% pour les agriculteurs).

Tableau 4 : Suivi de l'actualité politique des étudiants selon la profession de leur grand-père paternel

Profession du grand-père paternel	Etudiant passant rarement ou jamais une journée sans suivre l'actualité politique
Non-réponses	22%
Agriculteur	24%
Artisan/commerçant	36%
Cadre supérieur	50%
Cadre intermédiaire	41%
Employé	38%
Ouvrier	31%

Lire : 24% des étudiants dont le grand-père paternel était agriculteur passent rarement ou jamais une journée sans suivre l'actualité politique

La participation politique des étudiants est donc statistiquement dépendante des catégories socioprofessionnelles de leurs parents et grands-parents. En participant le plus, ceux issus des catégories dites supérieures se distinguent de ceux des catégories présentées comme les moins favorisées économiquement et culturellement. Plus précisément, au sein des catégories supérieures de l'espace social, les enfants de cadres supérieurs de la fonction publique (enseignants du secondaire et du supérieur, haut fonctionnaire, etc.) sont les plus intéressés, suivis par les cadres des entreprises et, en retrait, les professions libérales. De même au sein des catégories intermédiaires, ceux dont les parents exercent une profession intermédiaire de la fonction publique s'intéressent davantage à la politique que les fils et filles d'employés, techniciens, agents de maîtrise et

contremaîtres, dont les comportements politiques tendent à se rapprocher assez fréquemment de ceux des ouvriers. Pour résumer, l'enquête tend à confirmer qu'au niveau des étudiants comme du reste de la population, plus le volume de capital culturel s'accroît, plus la participation politique s'intensifie. Mais effectuer l'analyse sur le seul prisme de la position sociale occulte d'autres éléments d'explication comme la famille et la filière d'études.

[Les matrices familiales et disciplinaires comme agents de socialisation politique

LE POIDS DE LA SOCIALISATION FAMILIALE

La famille représente un lieu d'inculcation et d'échanges « où se façonnent et se transmettent les valeurs et les modèles culturels entre les générations [...] à partir desquels tout citoyen va établir ses liens élémentaires au monde politique¹¹. » Confirmant les travaux sur la socialisation politique¹², les pratiques de participation politique des étudiants se révèlent nettement corrélées à celles de leurs deux parents – toujours d'après le test du khi-deux d'indépendance. Ainsi, plus les parents des étudiants suivent l'actualité politique, consultent la presse politisée, expriment des opinions politiques, s'intéressent à la politique et adhèrent à des organisations politiques, plus leur enfant suit l'actualité politique, s'intéresse à la politique, s'estime politiquement compétent, se rend à des meetings politiques, adhère à une association politique, et consulte fréquemment la presse abordant la politique tant au niveau des journaux (*le Monde, le Figaro, Libération, etc.*) que des hebdomadaires ou mensuels (*l'Express, le Point, le Monde diplomatique, le Courrier international, etc.*). Près de trois quarts des étudiants qui s'intéressent assez ou beaucoup à la politique et qui suivent l'actualité politique, ont un père qui participe également beaucoup. Deux tiers des étudiants à la politisation élevée ont un père assez ou beaucoup intéressé par la politique. Les étudiants adhérant à une organisation politique ont également des parents le plus souvent très politisés. C'est ainsi le cas de 71% des adhérents à une association politique, 72% des syndicalistes, et 80% des militants de parti politique qui affirment avoir un père suivant souvent ou très souvent l'actualité. En revanche, parmi ceux dont le père ne s'intéresse pas à l'actualité politique, 80% suivent rarement ou jamais l'actualité politique, et 76% estiment peu ou pas du tout maîtriser les questions politiques. Enfin, les étudiants dont le père n'exprime jamais d'opinions politiques, 70% sont peu ou pas du tout intéressés par la politique et seulement 17% consultent *Le Monde* (contre 41% pour ceux dont le père en exprime très souvent).

Parallèlement, lorsque leur mère s'intéresse à la politique, les étudiants ont également une probabilité plus importante d'être politisés. La lecture par les étudiants de la presse abordant la politique devient plus fréquente lorsque la participation politique de la mère s'accroît. Inversement, parmi les étudiants dont la mère ne suit jamais l'actualité politique, trois quarts d'entre eux passent souvent ou très souvent une journée sans suivre l'actualité politique, et deux tiers estiment peu ou pas du tout connaître les questions politiques. La moitié des étudiants dont la mère n'est pas du tout intéressée par la politique ne regarde jamais ou rarement les émissions politiques, contre 20% pour ceux dont la mère se trouve beaucoup intéressée.

Tableau 5 : Indicateurs de participation politique des étudiants selon la participation de leur père

	Le père suit très souvent actualité politique	Le père ne suit jamais actualité politique
Etudiant assez ou beaucoup intéressé par la politique	49%	6%
Etudiant avec un sentiment de maîtriser les questions politiques	41%	9%

Lire : 49% des étudiants dont le père suit très souvent l'actualité politique sont assez ou beaucoup intéressés par la politique.

Tableau 6 : Indicateurs de participation politique des étudiants en fonction de la participation de leur mère

	La mère suit très souvent	La mère ne suit jamais

¹¹ Muxel (Anne), *L'expérience politique des jeunes*, Paris, Presses de Sciences Po, 2001.

¹² Percheron (Annick), *Socialisation politique*, Paris, A. Colin, 1993.

	actualité politique	actualité politique
Etudiant assez ou beaucoup intéressé par la politique	68%	13%
Etudiant lisant souvent ou très souvent un quotidien	60%	22%
Lecture du <i>Monde</i> par l'étudiant	57%	11%

Lire : 57% des étudiants dont la mère suit très souvent l'actualité consultent *Le Monde*

En conséquence, dans l'acquisition d'un intérêt voire d'un goût pour la politique par les étudiants, le rôle de la famille, et précisément des parents, est déterminant. L'enquête confirme ainsi le poids de la socialisation politique au sein de la famille par le suivi des discussions des adultes par les enfants, les questions posées aux parents sur les événements politiques et l'expression d'opinions des parents sur la vie politique¹³. Le rapport à la politique des étudiants demeure assez largement lié aux conditions de sa construction au sein de la famille. Ces résultats ne sont d'ailleurs pas nécessairement contradictoires avec le poids de la trajectoire sociale puisque les discussions politiques se distribuent différemment suivant la position sociale¹⁴. La politisation étant dépendante de la position sociale, l'éveil à la politique au sein de la famille a plus de chances d'être plus fréquent au sein des familles les plus dotées en capital culturel. Cependant, une forte politisation des parents peut compenser ce que d'autres appelleraient « un handicap culturel ». Plus que la position sociale, la famille constituerait au niveau des étudiants l'agent de socialisation le plus explicatif, mais en aucun cas le seul à considérer comme en attestent les variations suivant la filière d'études.

LES EFFETS DE LA MATRICE DISCIPLINAIRE

Comme deux précédentes enquêtes le soulignent, la politisation varie selon la filière d'études¹⁵. Plus précisément au sein de l'échantillon, les étudiants des filières de sciences humaines et sociales se distinguent de ceux des filières à dominante scientifique et technique par leur intérêt pour la politique nettement supérieur, ce qui se rapproche de la distribution des pratiques de lecture¹⁶. Ainsi, 78% des élèves de l'IEP, 56% en droit, 46% en économie, 38% en histoire, 37% en IUT information-communication et 36% en sociologie – soit autant de filière de sciences humaines ou sociales – se déclarent intéressés par la politique. Au contraire, à l'IUT génie-civil et en école d'ingénieur, deux élèves interrogés sur trois et plus d'un sur deux en STAPS, mathématiques ou biologie s'affirment peu ou pas du tout intéressés par la politique. De même, la consultation d'un quotidien est beaucoup plus fréquente à l'IEP, en histoire et droit qu'en école d'ingénieur, mathématiques et pharmacie. Par exemple, la lecture du *Monde*, majoritaire à l'IEP (86% des élèves interrogés consultent le *Monde*), en droit (65%), école de commerce (52%) et économie (51%) est quasiment inexistante en pharmacie (7%), école d'ingénieur (8%), IUT génie civil (9%) et biologie (11%). Logiquement par rapport aux développements précédents, les étudiants à l'IEP, en droit et économie ont un sentiment de compétence politique supérieur : seuls 16% des élèves de l'IEP affirment peu ou pas du tout maîtriser les questions politiques, 30% en droit ou économie et, en revanche, 72% en école d'ingénieur, 67% en biologie et 63% en pharmacie et STAPS. Deux groupes de filières se distinguent donc avec d'un côté celles où les étudiants sont les plus politisés (IEP, droit, histoire, IUT communication, économie, école de commerce et sociologie) et d'un autre celles où ils le sont le moins (IUT génie civil, école d'ingénieur, pharmacie, biologie, STAPS et mathématiques). A l'intérieur de ces deux entités, des nuances s'observent évidemment avec l'IEP qui représente une filière particulièrement politisée. La distinction entre étudiants de sciences humaines et sociales et étudiants en sciences et techniques inciterait à ne pas négliger les institutions scolaires comme vecteur de socialisation¹⁷. En effet, que ce soit à l'IEP, en droit,

¹³ Percheron (Annick), *L'univers politique...*, op. cit.

¹⁴ Boy (Daniel) et Mayer (Nonna), *L'électeur...*, op. cit.

¹⁵ Le Bart (Christian) et Merle (Pierre), *La citoyenneté étudiante, intégration, participation, mobilisation*, Paris, PUF, 1997 ; Le Galès (Patrick), « Les étudiants, la politique et la société » in Galland (Olivier) (dir.), *Le monde des...* op. cit.

¹⁶ Lahire (Bernard), « Formes de... », op. cit.

¹⁷ Lahire (Bernard), « Formes de... » op. cit.

histoire, IUT informatique et communication, économie, école de commerce ou sociologie, des enseignements abordent des questions touchant à la politique ou à l'actualité, ce qui n'est pas le cas – ou très rarement – en sciences et techniques. Le suivi de conférences au sein des établissements ou la consultation de journaux dans les bibliothèques universitaires paraissent aussi susceptibles d'influer sur le rapport à la politique des étudiants en favorisant un intérêt pour la politique et l'élévation de la compétence politique non seulement objectivement par les connaissances acquises mais également subjectivement par le sentiment de maîtrise des problématiques rencontrées.

Tableau 7 : Intérêt pour la politique selon la filière d'études (en %)

Filières	Pas du tout/Un peu	Moyennement	Assez/Beaucoup	Total
Sociologie	36	28	36	100
Staps	54	28	18	100
Histoire	31	31	38	100
Droit	12	32	56	100
IEP	5	17	78	100
Economie	30	24	46	100
Maths	54	32	31	100
Biologie	54	31	15	100
Pharmacie	46	28	26	100
Ecole de commerce	32	36	32	100
Ecole d'ingénieur	64	19	17	100
IUT communication	37	26	37	100
IUT génie-civil	67	12	21	100

Lire : parmi les étudiants de sociologie, 36% s'intéressent un peu ou pas du tout à la politique.

Néanmoins, isoler le rôle de la filière d'études paraît difficile. La répartition des étudiants dans les cursus d'étude n'est pas indépendante de leurs propriétés scolaires (type de bac, mention au bac, années de retard) et sociales (sexe, origine sociale)¹⁸. Les variations du rapport à la politique selon la filière d'études paraissent refléter en grande partie les disparités des propriétés socioculturelles des étudiants selon les filières. Partant, la distribution de la participation politique au niveau des étudiants se trouve liée à l'espace des institutions des études supérieures, en grande partie en raison de leur lien avec le capital culturel hérité. Certes, dans le cadre de l'enquête, les enfants de cadres supérieurs étudient davantage au sein des deux filières les plus politisées – IEP où 39% des pères sont cadres supérieurs et droit où ce taux est de 41% – que dans les filières les moins participatives – IUT génie-civil (9%) et biologie (13%). Cependant, la proportion d'enfants de cadre supérieur n'est pas négligeable en mathématique (34%), filière pourtant peu politisée. D'un autre côté, les étudiants en histoire et en sociologie sont globalement plutôt politisés, alors qu'ils sont pourtant parmi les moins dotés en capital culturel hérité – les proportions d'enfants d'ouvriers y sont parmi les plus élevées. Ainsi, avec des étudiants en mathématiques et pharmacie relativement bien dotés en propriétés socioculturelles mais aussi scolaires (bac scientifique, mention au bac) tout en se situant parmi la moitié la moins politisée, on retrouve « les monstres à deux têtes » évoqués par B. Lahire¹⁹ : plutôt bons élèves dans l'espace scolaire mais distants des pratiques culturelles, et ici plus précisément des pratiques politiques. Ce résultat tend ainsi à inscrire la distribution des pratiques politiques dans une matrice explicative relativement proche des pratiques culturelles.

L'effet filière s'observe plus précisément pour les élèves de l'IEP. Par rapport à leur politisation élevée, ces derniers se différencient nettement du reste de l'échantillon, ce qui semble, de prime abord, lié à leurs propriétés sociales plus favorables à l'acquisition d'une compétence politique (58% des pères et 62% des mères des étudiants de l'IEP de Strasbourg interrogés ont un diplôme supérieur au bac (contre respectivement 36% et 33% dans le reste de l'échantillon). Cependant, au regard des croisements de variables non significatifs (au seuil de 5%) entre les principaux indicateurs de politisation et ceux concernant la position sociale des parents (professions, diplômes et revenus) pour les élèves de l'IEP, le rôle – incontestable – des socialisations primaires est

¹⁸ Pour un ensemble de résultats, voir : Grignon (Claude) (dir.), *Les conditions de vie...*, *op. cit.*

¹⁹ Lahire (Bernard), « Formes de... » *op. cit.*

néanmoins à relativiser. En fait, l'origine sociale tend à ne plus constituer une variable aussi clivante entre les élèves de l'IEP qu'au niveau du reste de l'échantillon, ce qui rejoint les résultats d'Anne Muxel sur Science Po Paris²⁰. Ainsi, parmi les étudiants de l'IEP dont le père a un diplôme supérieur au bac, 77% sont assez ou beaucoup intéressés par la politique et 51% estiment maîtriser les questions politiques contre respectivement 88% et 69% pour ceux dont le père a un diplôme inférieur ou équivalent au bac – et seulement 75% et 46% si on considère uniquement ceux dont le père présente un diplôme supérieur ou égal à un niveau de cinq années après le bac. Les élèves les moins dotés en capital culturel hérité apparaissent donc les plus politisés. Au regard de la profession du père, les résultats sont sensiblement équivalents voire parfois accentués : parmi les étudiants de l'IEP dont le père est situé dans les catégories professionnelles supérieures (ici cadres supérieurs et professions libérales), 67% consultent fréquemment un quotidien, 57% passent rarement ou jamais une journée sans suivre l'actualité politique et seulement 36% estiment maîtriser assez ou beaucoup les questions politiques contre respectivement 65%, 74% et 66% pour les étudiants dont le père se situe dans les catégories sociales intermédiaires ou populaires.

Tableau 8 : Politisation des élèves de l'IEP selon la catégorie professionnelle de leur père

	Père catégorie supérieure (cadres supérieurs et professions libérales)	Père autre catégorie professionnelle
Consulter souvent ou très souvent un quotidien	67%	65%
Passer rarement ou jamais une journée sans suivre l'actualité politique	57%	74%
Estimer maîtriser assez ou beaucoup les questions politiques	36%	66%

Lire : 36% des élèves de l'IEP dont le père est situé dans les catégories supérieures estiment maîtriser assez ou beaucoup les questions politiques contre 66% de ceux dont le père n'appartient pas aux catégories supérieures

Ces résultats s'observent également avec la profession et le niveau de diplôme de la mère. En conséquence, puisque les étudiants de l'IEP présentent une politisation relativement homogène, la scolarisation dans des filières étudiant les phénomènes politiques peut constituer un moyen efficace d'acquérir un vocabulaire, des savoirs spécialisés, des dispositions à s'intéresser à la politique, ainsi que les moyens de comprendre et d'analyser les problématiques au centre de l'actualité. La mise en œuvre d'un enseignement organisé paraît donc susceptible de compenser des écarts liés aux inégalités sociales. L'enquête incite finalement à replacer les études et les apprentissages au cœur des expériences sociales des étudiants par les variations socio-cognitives qui ont trait à la nature des savoirs transmis²¹.

[Espace de la participation politique des étudiants et catégorisation

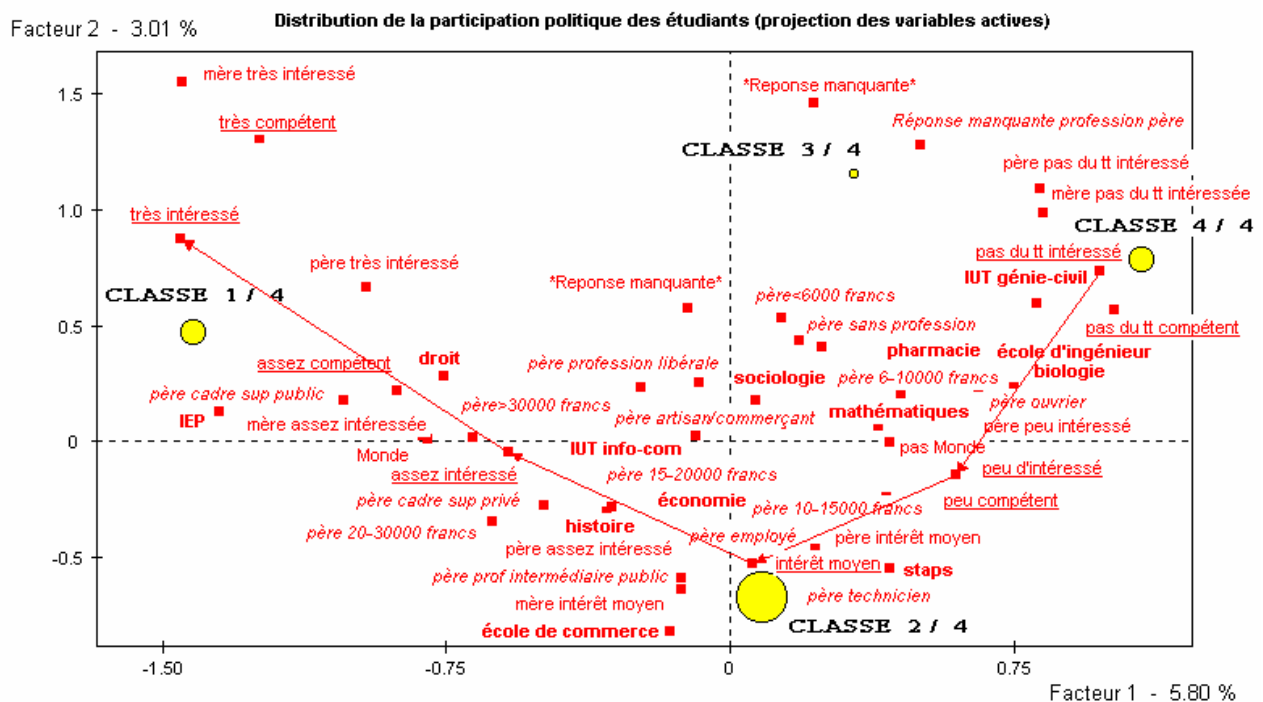
Une analyse factorielle des correspondances effectuée à partir de 17 indicateurs du questionnaire et les 801 individus de l'échantillon permet de discerner les grands axes de structuration de la politisation des étudiants en fonction de leur trajectoire sociale ainsi que des matrices parentales et disciplinaires.

Le premier facteur, explicatif de 5,8% de l'inertie totale, est construit à partir des variables de participation politique des étudiants – l'intérêt pour la politique (contribuant à 11,2% à la détermination du facteur), le sentiment de connaissance des questions politiques (8,6%), le suivi de l'actualité politique (8%), la lecture du *Monde* (7,3%) –, de politisation des parents – l'intérêt pour la politique (6,4% pour le père et 8,3% pour la mère), le suivi de l'actualité politique par la mère (7,9%), et l'adhésion à un parti politique (3,5%) –, de position sociale – les professions du père (4,5%) et du grand-père paternel (3%) – et enfin de la filière d'études (8,4%). La part des contributions des parents et de la filière d'études à la construction de cet axe de la politisation des

²⁰ Muxel (Anne) avec Catzaras (Nicolas), Chiche (Jean), Maurer (Sophie), Tiberj (Vincent), *Les étudiants de Science Po*, Paris, Presses de Sciences Po, 2004.

²¹ Millet (Mathias), *Les étudiants et le travail universitaire*, Lyon, PUL, 2003

étudiants permet donc de confirmer statistiquement le rôle de ces deux agents de socialisation aux côtés de la trajectoire sociale. Suivant leurs liens, les modalités des différentes variables se répartissent le long de l'axe. D'une part (pôle négatif sur le graphique), se situent les modalités de participation politique les plus intenses pour les étudiants comme pour leurs parents mais aussi les étudiants en science politique et les enfants de cadres supérieurs. D'autre part (pôle positif sur le graphique) s'agencent les modalités de participation les moins fréquentes que ce soit pour les étudiants comme pour les parents, les étudiants en génie-civil, biologie et école d'ingénieur et les enfants d'ouvriers. Les indicateurs de participation politique se hiérarchisent le long de l'axe des plus aux moins fréquents. Les filières s'y répartissent également suivant le niveau de politisation de leurs élèves.



Les variables supplémentaires illustrant l'analyse sans concourir à la construction des axes confirment les précédents résultats. Du côté de la politisation se trouvent sans surprise d'autres indicateurs de participation politique des étudiants (par exemple la participation récente à un meeting politique ou à une manifestation, l'adhésion à une association politique) et de leurs parents (l'adhésion à une association ou un syndicat, et la candidature à une élection), ainsi que des propriétés socioculturelles (l'absence de bourse sur critères sociaux, et les diplômes du supérieurs des parents et des grands-pères). De l'autre côté se présentent les variables opposées aux précédentes (la non inscription sur les listes électorales, l'absence de participation à des manifestations, etc.). Le premier axe oppose donc les étudiants les plus politisés, plutôt scolarisés dans des filières de sciences humaines et sociales (IEP, droit) et/ou aux comportements politiques proches de leurs deux parents et/ou issus des catégories fortement pourvues en capital culturel, à ceux qui ne participent pas et ne s'intéressent pas du tout à la politique, à l'instar de leurs parents et/ou plutôt scolarisés dans des filières scientifiques et/ou peu dotés en capital culturel hérité. Le deuxième facteur (3,01% de l'inertie totale) est sensiblement construit à partir des mêmes indicateurs que le précédent facteur, mais avec une part plus importante des variables parentales – l'intérêt pour la politique (11,1% pour le père et 17,2% pour la mère), le suivi de l'actualité de la mère (15,2%), et la profession du père (8,2%) – sur celles des étudiants – l'intérêt pour la politique (9,6%), le sentiment de connaissance des questions politiques (5,7%), le suivi de l'actualité (6,1%), et la filière d'études (4,7%) –, confirmant le rôle déterminant de la socialisation politique au sein de

la structure familiale. Cet axe oppose principalement les modalités extrêmes illustrant la participation politique la plus ou la moins fréquente aux pratiques dites médiantes. Dès lors, sur le dessin représentant les axes 1 et 2, les modalités d'intérêt et de participation s'ajustent plus ou moins sur une parabole attestant d'un effet *Guttman*.

Par l'intermédiaire de cette analyse factorielle, il est possible de procéder à une classification hiérarchique ascendante. En réalisant une partition des individus de sorte à ce que chaque classe soit non seulement la plus différente possible des autres classes mais aussi la plus homogène en fonction de ses caractéristiques, elle regroupe les étudiants interrogés selon leurs comportements politiques. A partir du dendrogramme, c'est-à-dire l'arbre hiérarchique agglomérant les individus au fur et à mesure de leurs ressemblances, la meilleure partition apparaît être en quatre classes représentatives d'une participation politique élevée, moyenne, faible, et des non-réponses.

La première classe constituée de 22% de l'échantillon (174 individus) est représentative des étudiants les plus politisés. C'est près des trois-quarts des élèves interrogés à l'IEP et la moitié de ceux en droit qui se situent ici. Intéressés par la politique (82% affirment être assez ou beaucoup intéressés par la politique), suivant l'actualité (70% passent rarement ou jamais une journée sans suivre l'actualité politique, les trois-quarts consultent fréquemment *Le Monde*), une partie d'entre eux présente également des pratiques de participation plus actives : 44% ont déjà assisté à un meeting politique et 13% adhèrent à un parti (contre respectivement 19% et 3% sur l'ensemble de l'échantillon). Politisés, ces étudiants présentent un sentiment de compétence plutôt élevé : 64% estiment maîtriser assez ou beaucoup les questions politiques (contre 25% sur l'ensemble de l'échantillon). A leur image, leurs parents ont le plus fréquemment une participation politique élevée. Particulièrement intéressés par la politique (près de 80% des pères sont assez ou beaucoup intéressés par la politique), ces derniers expriment des opinions politiques (64% des pères expriment souvent ou très souvent des opinions politiques) et suivent régulièrement l'actualité politique (87% des pères et 63% des mères suivent très souvent l'actualité politique). A ces pratiques s'ajoutent pour une partie d'entre eux des engagements politiques : plus d'un quart des personnes de cette classe ont au moins un parent ayant déjà adhéré à un parti politique et/ou ayant déjà été candidat à une élection locale ou professionnelle. Les parents de ces étudiants se positionnent davantage – mais non exclusivement – au sein des catégories supérieures, avec une part non négligeable de cadres supérieurs de la fonction publique. Le capital culturel d'une grande partie des étudiants les plus politisés est relativement conséquent : 39% des pères détiennent un diplôme supérieur ou égal à bac+5 (contre 21% sur l'ensemble de l'échantillon).

La deuxième classe (50% de l'échantillon soit 403 individus) représente les étudiants à la politisation moyenne. Ils sont 40% à être quelquefois intéressés par la politique, 38% à estimer maîtriser moyennement les questions politiques, 44% à consulter quelquefois un quotidien et 30% à passer souvent une journée sans suivre l'actualité politique. Sans surprise, la participation politique de leurs parents est également plutôt moyenne. 37% des mères ont un intérêt moyen pour la politique et 43% d'entre elles suivent quelquefois l'actualité politique. Même si peu d'indicateurs de position scolaire et sociale se distinguent, on relève toutefois les deux tiers des étudiants de STAPS interrogés et des étudiants plutôt positionnés dans les catégories intermédiaires de l'espace social : 23% des pères ont un niveau scolaire entre bac et bac+2.

La troisième classe construite à partir de 5% de l'échantillon (40 étudiants) regroupe des étudiants enclins à donner de nombreuses non-réponses sur les questions relatives aux parents tant au niveau de leurs comportements politiques – le vote, l'intérêt pour la politique, l'adhésion à un parti, le positionnement sur l'axe – que de leur positionnement dans l'espace social (revenus, professions, et diplômes). Le seul élément en rapport avec leur position sociale indique une majorité de boursiers.

La quatrième classe, 23% de l'échantillon (184 individus), rassemble les étudiants les moins intéressés par la politique (80% sont peu ou pas du tout intéressés par la politique contre 38% sur l'ensemble de l'échantillon), ceux qui s'estiment les moins compétents sur les questions politiques (78% considèrent peu ou pas du tout maîtriser les questions politiques) et qui suivent peu l'actualité politique (78% passent souvent ou très souvent une journée sans suivre l'actualité politique). De

même que dans les deux premières classes, le rapport à la politique de leurs parents est assez proche (par exemple 50% des mères ne s'intéressent pas du tout à la politique). Ces étudiants sont le plus fréquemment scolarisés au sein de filières scientifiques et techniques. Trois-quarts des étudiants interrogés en IUT génie-civil et la moitié des étudiants en biologie et en école d'ingénieur interrogés se situent ici. Confirmant le rôle non négligeable de la position sociale, les étudiants de cette classe appartiennent plus fréquemment aux catégories populaires ou aux fractions inférieures de catégories intermédiaires de l'espace sociale. 37% des étudiants de cette catégorie sont boursiers (contre 29% sur l'ensemble de l'échantillon), 30% des étudiants présentent un père ouvrier (contre 15%), 41% une mère employée (contre 34%), 32% ont un père avec des revenus mensuels compris entre 915€ à 1 524€ (6 000F à 10 000F), 38% une mère avec des revenus inférieurs à 915€ (6000F).

[Conclusion

Pour conclure, l'étude du rapport à la politique des étudiants nécessite d'interroger, outre la trajectoire sociale, les vecteurs de socialisation que sont la famille et la filière d'études. La prise en compte d'éléments de socialisations secondaires tels que la filière d'études invite en fait à ne pas considérer un seul type de rapport à la politique et dès lors à ne pas négliger une approche plus cognitive. A. Joignant évoque en ce sens la possibilité de revenir aux individus et à leur insertion dans des réseaux sociaux définis comme « des rapports interindividuels fréquents et chargés d'affectivité, à partir des opportunités et des contraintes imposées par des contextes sociaux tels que l'école, le lieu de travail ou le cercle d'amis²² ». Or, les sondages d'opinions atteignent seulement une partie des connaissances disponibles pour les sujets²³, d'où les difficultés de s'extraire de « la raison graphique²⁴ ».

²² Joignant (Alfredo), « La socialisation politique... », *op. cit.*

²³ Joignant (Alfredo), « Pour une sociologie cognitive de la compétence politique », *Politix*, n°65, 2004.

²⁴ Goody (J.), *La raison graphique. La domestication de la pensée sauvage*, Paris, Minuit, 1979.